

ARTICLES

Introduction

En 2017, la Faculté de droit — Section de common law de l'Université d'Ottawa — a organisé un colloque international, intitulé *150^e anniversaire de la Confédération canadienne au sein des Amériques : le rôle du Canada à l'égard de la protection des droits de la personne*. Pendant trois jours, du 15 au 17 septembre 2017, le colloque a mobilisé plus de 40 experts, leaders et chercheurs provenant de tous les coins des Amériques, d'Europe et d'Afrique. La rencontre a permis d'encourager l'échange et la réflexion sur le thème de la protection des droits de la personne au sein des Amériques, et plus particulièrement, du rôle que le Canada peut jouer à cet égard.

Les pays latino-américains sont des États souverains depuis deux siècles¹, mais c'est seulement depuis les années 1970 que le Canada s'intéresse à ses rapports sociopolitiques avec l'Amérique latine². Dans les dernières décennies, les pays de l'Amérique latine ont connu de nombreux régimes dictatoriaux, puis ont évolué vers l'adoption de démocraties imparfaites, immatures, en construction et encore en recherche de leur propre modèle de gouvernance³. L'avènement d'une véritable politique étrangère canadienne à l'égard des Amériques coïncide avec la fin de la guerre froide et le bouleversement des dictatures latino-américaines. Devant ce constat, de nombreuses questions doivent être posées :

1. Comment faire face ensemble aux défis du 21^e siècle dans un continent où le déplacement des populations s'accroît massivement à cause des crises dans les pays d'origine, alors que les pays d'accueil semblent incapables de participer à la solution du problème migratoire ou ne s'y intéressent pas⁴?

1. C. Parra-Perez, Manuel Cabrera et Raymond Ronze, *Études sur l'indépendance de l'Amérique latine*, Paris, Nouvelles Éditions latines, 1954.

2. François Barthélemy, *Un continent en quête d'unité : l'au-delà du rêve*, Paris, Éditions ouvrières, 1991 à la p 180.

3. Pierre-Gilles Bélanger, « Une réforme pénale en Amérique latine qui devrait chercher sa légitimité » (2015) hors série mars RQDI 29 à la p 31.

4. Migration Data Portal, « The Total Number of International Migrants Residing in the Country or Region », 2017, en ligne : < //migrationdataportal.org/?i=stock_abs_&t=2017 >.